

16 Juillet 2026

Actualités de la Commande Publique : entre obligations et performance.

Au programme du Webinaire

01

L'actualité de la commande publique

Les dernières évolutions et leur portées RSE.

03

ODIANA

Présentation et démonstrations concrètes de la plateforme ODIANA, un outil innovant au service des marchés publics

04

Échanges & Networking

Questions-réponses et moments de networking pour approfondir les échanges entre participants

02

La RSE côté Acheteurs et côté entreprises

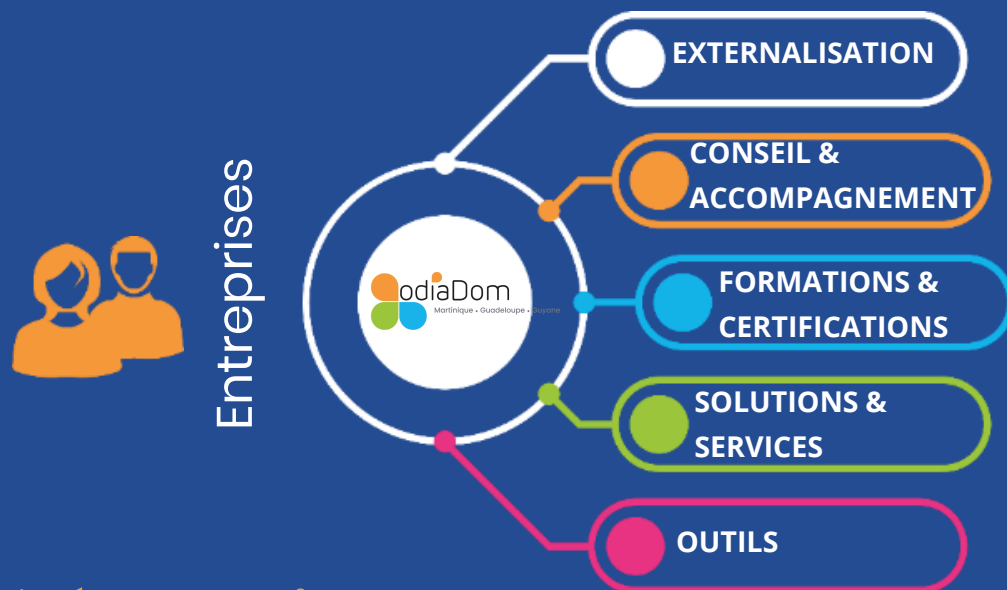
Rappel du concept RSE : comment les acheteurs intègrent la RSE dans une démarche d'achats durables et comment les entreprises peuvent valoriser leur démarche sociale et environnementale dans leurs offres.

05

Clôture

Synthèse des apprentissages et perspectives d'avenir pour l'IA dans les marchés publics

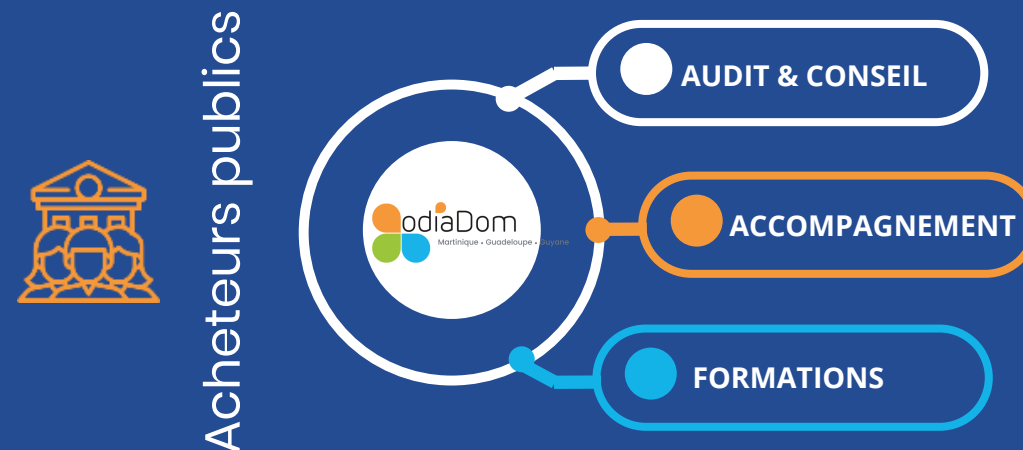
Une offre à 360° : ODIADOM, un partenaire facilitateur



Côté Entreprises

- **Faciliter l'accès** des TPE/PME à la Commande Publique
- **Augmenter les chances de succès**
- **Informier & Former** : Comprendre, améliorer les pratiques et répondre efficacement

Comment ?



Côté Acheteurs

- **Simplifier et optimiser** la gestion de la Commande Publique
- **Informier & Former** : Renforcer les pratiques d'achat pour rendre les marchés plus accessibles et attractifs



ACTUALITE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Chronologie et seuils de dispense

< 25 000€ HT

Nouveau seuil de
dispense de 60 000€ HT

Janvier 2027

Un devis vaut contrat écrit

Avril 2026

Nouveau seuil de dispense
de mise en concurrence de
140 000€ HT pour les
marchés de travaux et
d'innovation

Publication de la loi n° 2026-403 du 26 mai 2026

dite de simplification de la vie économique.

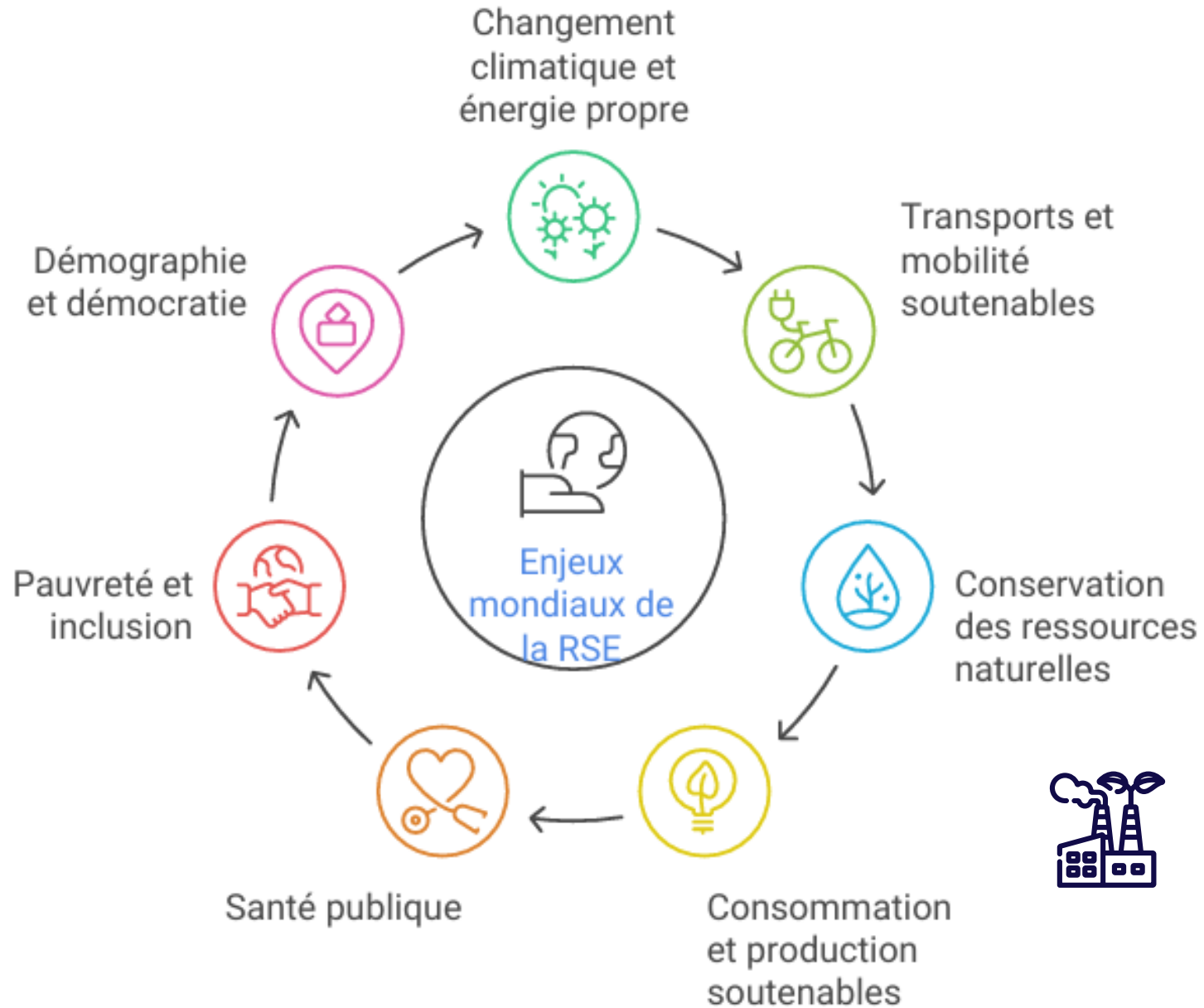
- Dispense de publicité et de mise en concurrence pour les **marchés de travaux** < 140 000€ HT à compter du 1^{er} janvier 2027
- Des lots réservables **aux jeunes entreprises innovantes**, à hauteur de 15% du montant total du marché si < 140 000€ HT à compter du 28 mai 2026
- Dispense de publicité et de mise en concurrence pour les **marchés innovants** < 140 000€ HT à compter du 1^{er} juillet 2026
- Inversion du principe : les **variantes** deviennent **autorisées** par défaut dans les **procédures formalisées**, sauf mention contraire dans l'avis de marché

[Pour aller plus loin ...](#)



RSE & COMMANDE PUBLIQUE

Pourquoi le concept de RSE ?



RSE et commande publique

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est la **déclinaison pour les entreprises du Développement durable**. C'est un concept dans lequel les entreprises intègrent les préoccupations sociales, environnementales, et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes.



3 ères de la Commande Publique :

- **Très juridique**, objectif 1^{er} de lutter contre la corruption
- Les achats sont identifiés comme **levier économique** : objectif de simplification des marchés
- L'achat est envisagé comme **un acte écoresponsable** ayant un impact potentiel sur l'écosystème économique local

Les 7 grands piliers de la RSE

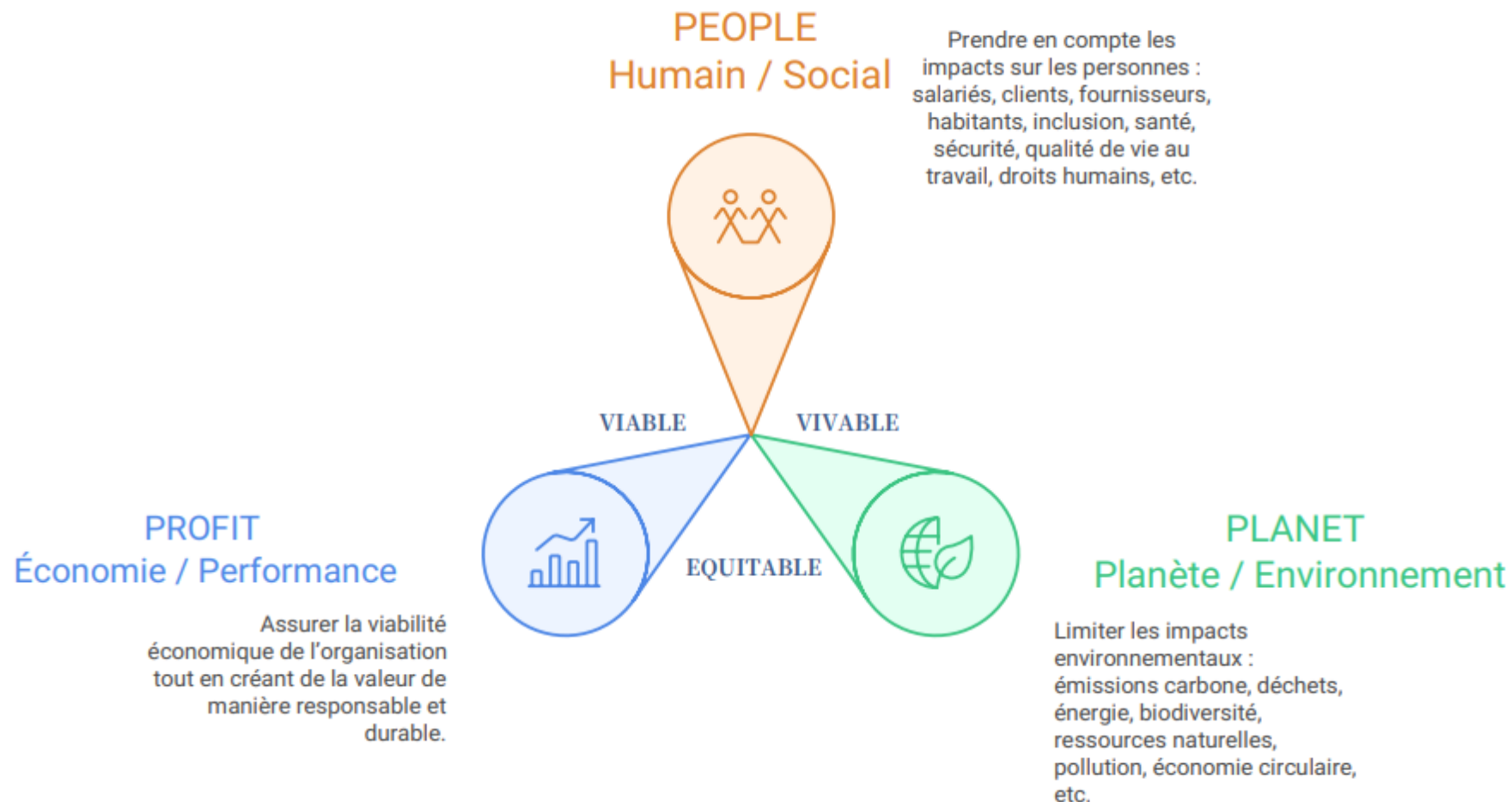


Les 17 objectifs de développement durable (ODD) :

<https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/>

La RSE, quels enjeux ?

L'achat durable c'est un achat qui répond aux besoins présents en tenant compte des besoins futurs.



Les bénéfices de l'achat durable

Ancrage territorial

Mettre en lumière le savoir-faire local et contribuer au tissu économique local.



Sens de l'action

Prendre en compte les enjeux sociaux de l'achat offre une autre valeur.



Compétitivité

Se démarquer de la concurrence.



Financier

Limiter certains coûts en questionnant l'utilité de l'achat.



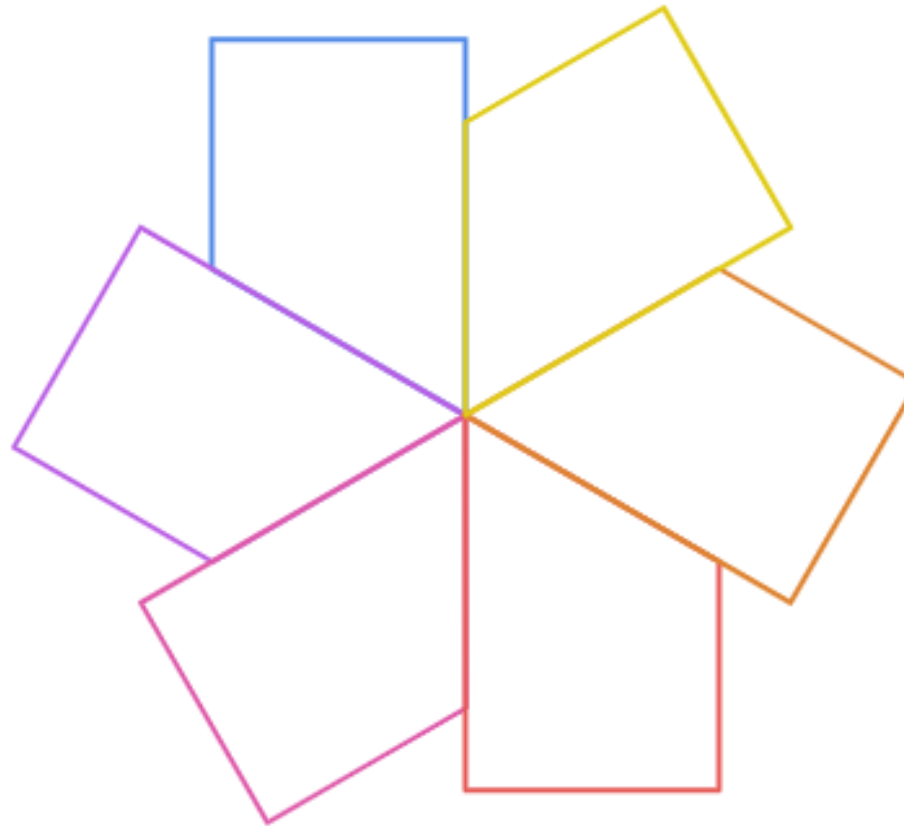
Maîtrise des risques

Limiter les risques sociaux, environnementaux et économiques des achats.



Création de valeur

Un achat plus responsable est un vecteur de communication.



Les dimensions de l'achat socialement responsable

Conditions de travail

Veiller à ce que les prestations soient réalisées dans des conditions respectueuses des travailleurs.

Exemples :

- respect du droit du travail
- prévention des risques professionnels
- santé et sécurité au travail
- lutte contre le travail dissimulé
- respect des temps de repos
- formation des salariés.

Insertion

Favoriser l'emploi des personnes éloignées du marché du travail
Soutenir l'insertion professionnelle
Développer les compétences locales.

Exemples :

- heures d'insertion
- recours aux structures d'insertion par l'activité économique
- marchés ou lots réservés.

Développement économique territorial

Permettre aux acteurs économiques locaux d'accéder plus facilement à la commande publique.
Permettre l'accès des TPE et PME.

Exemples :

- allotissement adapté
- simplification des consultations
- sourcing
- meilleure visibilité des marchés.

Handicap

Favoriser l'accès à l'emploi des personnes handicapées.
Soutenir les structures adaptées.

Exemples :

- marchés réservés aux ESAT et EA
- sous-traitance à des structures employant des travailleurs handicapés
- critères valorisant les politiques handicap des entreprises.

Diversité

Promotion de l'égalité des chances dans les pratiques d'achat.

Exemples :

- égalité femmes-hommes
- diversité
- non-discrimination
- accès des jeunes à l'emploi.



Les dimensions de l'achat **éco-responsable**

Réduction des pollutions

Qualité de l'air, réduction des substances dangereuses, limitation des nuisances environnementales.

Protection de la biodiversité

Limitation des impacts sur les milieux naturels, préservation des sols, de l'eau et des espèces.

Prévention et réduction des déchets

Réduction des emballages, valorisation des déchets.

Lutte contre le changement climatique

Réduction des émissions de GES, décarbonation des achats, mobilités durables.

Economie circulaire

Réemploi, réutilisation, réparation, recyclage, incorporation de matières recyclées.

Préservation des ressources naturelles

Sobriété énergétique, économie d'eau, consommation responsable des ressources.





RSE & ACHETEURS PUBLICS

Les principales lois à retenir

FICHE DAJ LOI CLIMAT

PNAD



**Loi AGECE
(2020)**

**Loi Climat et
Résilience
(2021)**

**PNAD (2022-
2025)**

**Loi Industrie
Verte (2023)**

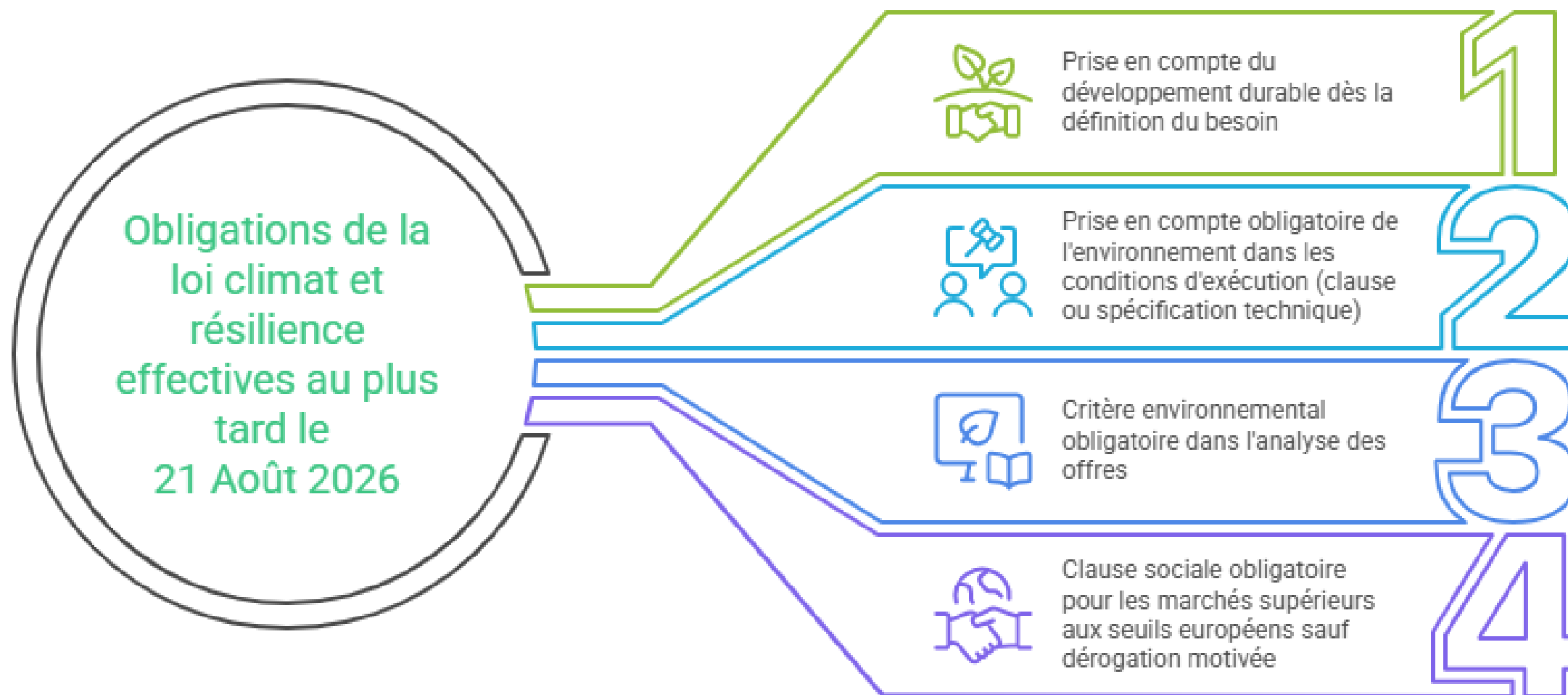
Vise à transformer le modèle « produire, consommer, jeter » en une économie circulaire.

Renforce l'obligation de SPASER et introduit l'obligation du critère environnemental à compter du 21 Août 2026.

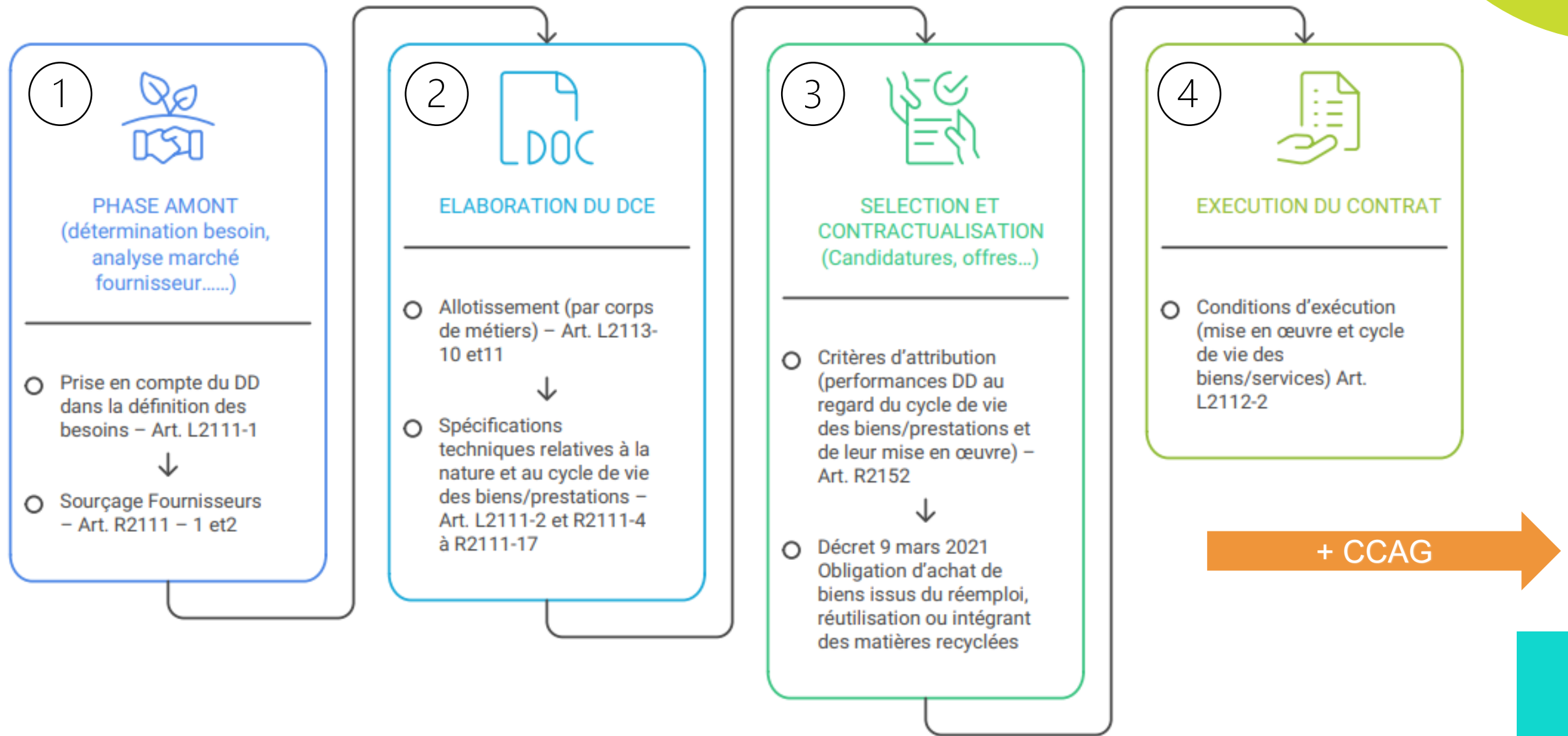
Objectif de 100% des marchés avec une considération environnementale et 30% avec une considération sociale.

Vise à développer des technologies bas carbone et des infrastructures durables.

Les obligations de la Loi Climat et Résilience



Nouvelle logique d'achat : intégration de la RSE à chaque étape de la procédure



Sous quelle forme va se présenter la RSE dans le marché ?



Condition d'exécution

Encadre l'exécution du marché et peut entraîner des pénalités ou une résiliation.



Spécification technique

Caractéristique minimale du besoin ou exigence obligatoire qui doit être respectée sous peine que l'offre soit rejetée.



Critère d'attribution

Élément de notation des offres qui est clairement énoncé.

Les règles de validité d'un critère

Lien avec l'objet du marché

Le critère RSE doit concerner l'achat.



Transparence

Les règles doivent être connues à l'avance :

- Critères
- Pondérations
- Attentes
- Méthode de notation



Proportionnalité

Le niveau d'exigence doit être adapté au marché.



Égalité de traitement

Garantit que tous les candidats sont traités équitablement.

Assistance à Maitrise d'Ouvrage « Culture et Politique de la Ville » 2025-2029

Les critères d'attribution du marché sont pondérés.

CRITERE 1	PRIX DES PRESTATIONS Il sera apprécié sur la base du document d'analyse financière des offres joint au DCE.	30%
CRITERE 2	PERFORMANCE EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT Elle sera appréciée sur la base d'une note environnementale précisant l'organisation et les mesures mise en place par le candidat, en faveur de la protection de l'environnement, dans le cadre du marché. Les mesures mises en place pourront concerner notamment : - la sobriété carbone portant sur les outils informatiques et numériques mobilisés, - la réduction de l'impact environnemental des déplacements, nécessaires à la réalisation des prestations (déplacements à pied/vélo, transports en commun, véhicules à faibles/très faibles émissions, co-voiturage, recours à la visio-conférence) - la sensibilisation du personnel aux écogestes ainsi que toutes autres mesures permettant de respecter l'environnement.	10%

AMO de l' Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI)

V.4.3 Critère de performance environnementale

Le critère de performance environnementale est pondéré à 10%.

Ce critère est évalué en fonction des sous-critères et des pondérations suivants :

10%	Critère de performance environnementale <i>Évalué sur la base de la grille de performance environnementale</i>	
	75%	<u>Ecoconception des services numériques</u> : Taux de collaborateurs en charge des prestations d'assistance technico-fonctionnelle certifiés à l'écoconception de services numériques ou au numérique responsable.
	25%	<u>Impacts des livrables produits</u> : Poids moyen d'une diapositive incluse aux diaporamas qui seront produits par le titulaire.

Ce sous critère sera analysé sur la base du taux de collaborateurs en charge des prestations d'assistance technico-fonctionnelle certifiés à l'écoconception de services numériques ou au numérique responsable.

$$\text{Note du taux de collaborateurs certifiés} = \frac{\text{pourcentage de l'offre analysée}}{100} \times 75$$

Ce sous critère sera analysé sur la base de la tranche correspondant au poids moyen d'une diapositive incluse aux diaporamas qui seront produits par le titulaire.

Le barème de notation de la tranche est le suivant :

Niveau/Tranche 1 (élémentaire ; 1 point) : plus de 0,1 Mo par diapositive en moyenne ;
Niveau/Tranche 2 (optimisé ; 2 points) : entre 0,08 Mo et 0,1 Mo par diapositive en moyenne ;
Niveau/Tranche 3 (très optimisé ; 3 points) : moins de 0.08 Mo par diapositive en moyenne ;

La note du sous critère 2 est la suivante :

$$\text{Note du poids moyen d'une diapositive} = \frac{\text{Nombre de points de l'offre analysée.}}{3} \times 25$$

Marché de maîtrise d'œuvre de la CPAM de la Sarthe

Critère n°1	Proposition financière	40 %
Critère n°2	Valeur technique décomposée de la manière suivante	60 %
	Sous-critère n° 1 : compréhension du projet	15 %
	- Analyse des besoins	60 %
	- Pertinence des enjeux identifiés	40 %
	Sous-critère n° 2 : méthodologie proposée	25 %
	- Organisation des études (DIAG, AVP, PRO, ...)	30 %
	- Planning prévisionnel engageant	40 %
	- Moyens humains et techniques proposés pour le projet	30 %
	Sous-critère n° 3 : compétences sur le projet	25 %
	- Compétences et qualifications de l'équipe en charge du projet	60 %
	- Références similaires	40 %
	Sous-critère n° 4 : solutions techniques : techniques innovantes (présentation des solutions et exemples précis	15 %
	Sous-critère n° 5 : Développement durable :	20 %
	- Démarche durable (solutions techniques en faveur de l'environnement : bilan carbone, émission GES, réutilisation, consommation électrique, ...)	65 %
	- Démarche sociétale (ESAT, insertion...)	35 %

Comment noter objectivement un critère ?

- Un questionnaire d'évaluation à compléter
- Preuves et qualités des preuves
- Définir au préalable une grille de notation claire
- Utiliser des seuils mesurables
- Demander des preuves vérifiables
- **Eviter les formulations trop vagues**

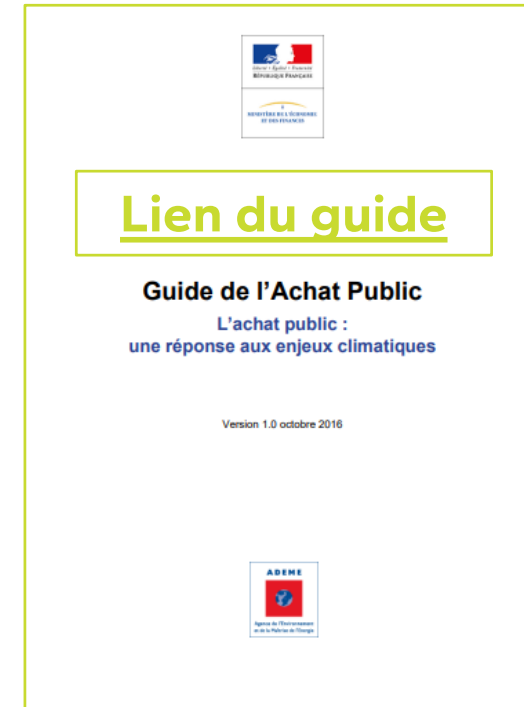
Exemple : taux de matériaux recyclés

% recyclé	Note
< ou = 20%	5
21-50%	10
51-80%	15
> ou = 81%	20

Comment intégrer les enjeux **environnementaux** dans votre projet d'achat durable ?

- Intégrer des considérations environnementales dès la définition du besoin
 - Clauses / conditions d'exécution / critères d'attribution
- Intégrer la notion de cycle de vie

Connaitre la réglementation en matière d'achats durables : [La Rèf](#)



Comment intégrer les enjeux sociaux dans votre projet d'achat durable ?

- Intégrer des conditions d'exécution qui comporte une clause sociale d'insertion
- Réserver des prestations
- Exiger des spécifications techniques
- Définir un critère social

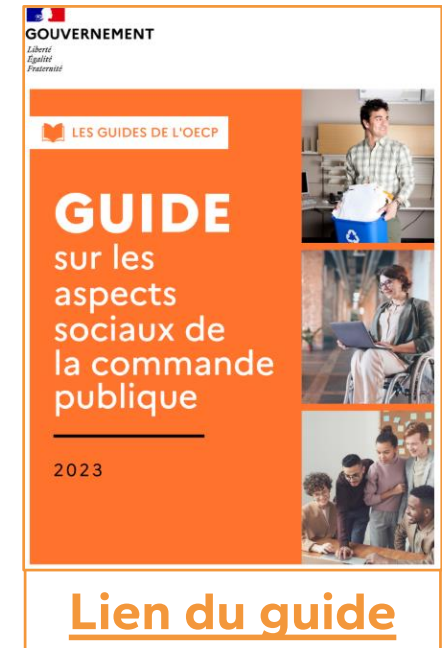
[Aide au sourcing : Le marché de l'inclusion](#)

REUSSIR SON ACHAT RESPONSABLE

GUIDE THEMATIQUE N° 2

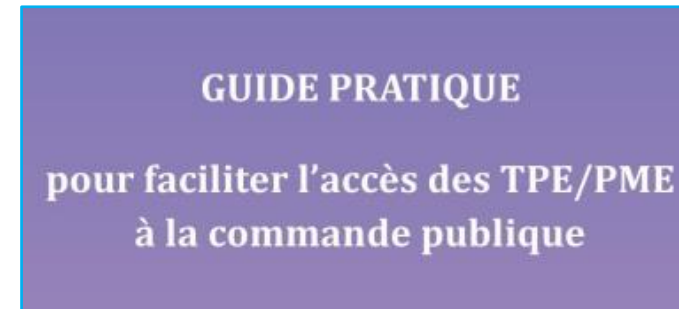
Comment faire de son achat un outil au service de l'insertion des publics éloignés de l'emploi ?

[Lien du guide](#)



Comment intégrer les enjeux économiques dans votre projet d'achat durable ?

- Evaluation approfondie des besoins
 - Juste besoin
 - Sobriété
 - Alternative à l'achat
 - Mutualisation des besoins
- Comparer le coût global des prestations
 - Coût d'achat
 - Coût de maintenance
 - Coût de la fin de vie
- Faciliter l'accès des PME/PMI
 - Allotissement
- Rester ouvert à l'innovation



[Lien du guide](#)



[Lien du guide](#)

Labels et écolabels

Label fournisseur ≠ Label produit

⚠ Toujours inscrire « Label X **ou équivalent** ».

Outils de l'ADEME pour identifier les labels selon les thèmes : <https://agirpourlatransition.ademe.fr/>

Guide de l'écolabel européen

Fondé sur la norme
ISO14024

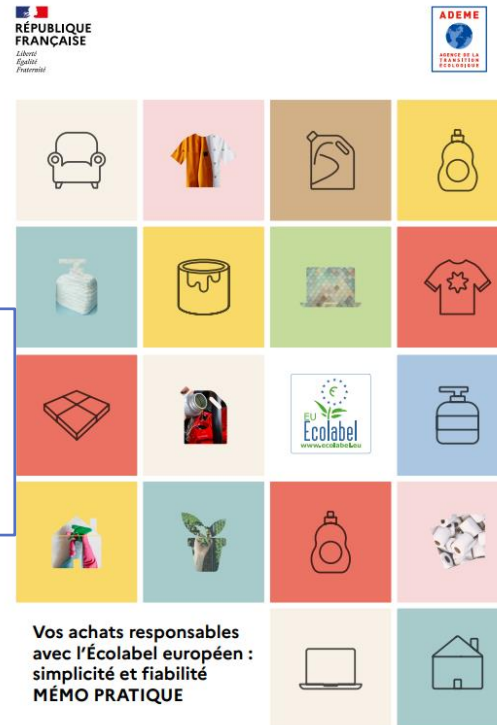


Image issue du site de l'Afnor.

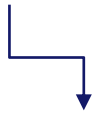


Analyse en cycle de vie

Coûts directs : supportés par l'acheteur

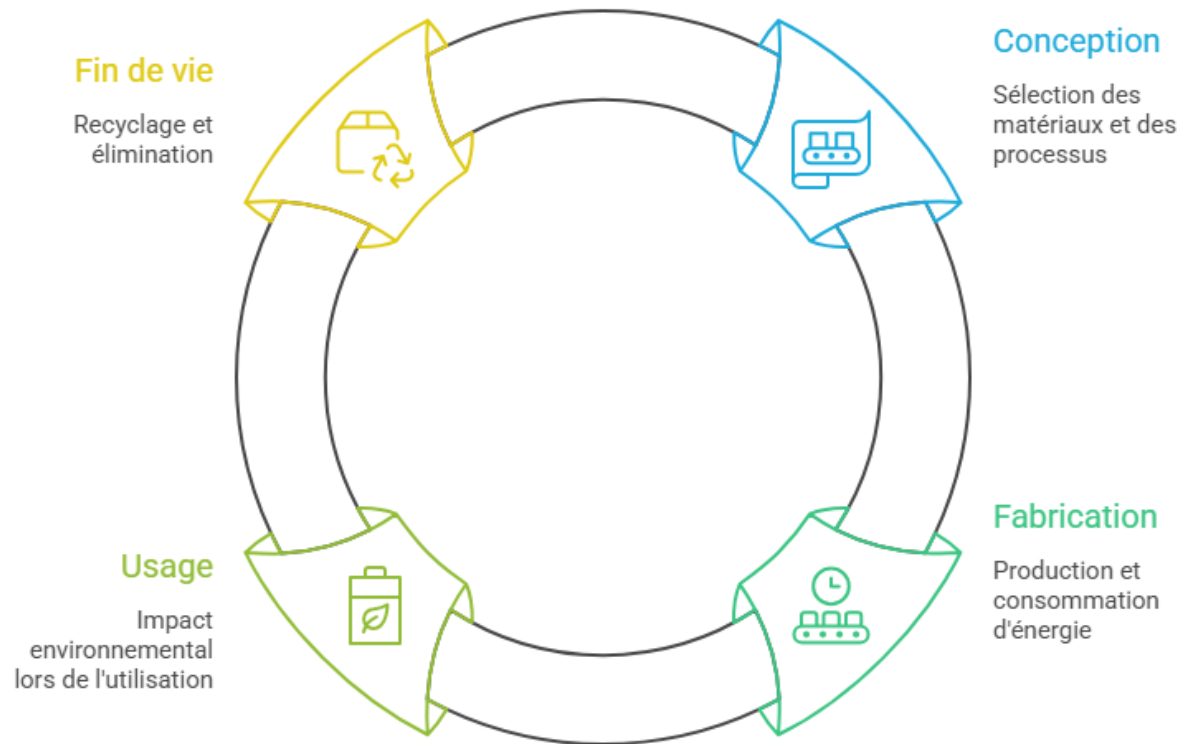
+

Coûts indirects : externes, liés aux impacts environnementaux



Lorsque l'activité d'un agent économique (producteur ou consommateur) a des conséquences sur d'autres agents sans reconnaissance économique ou financière.

**ADEME : introduction
à l'analyse en cycle de
vie**

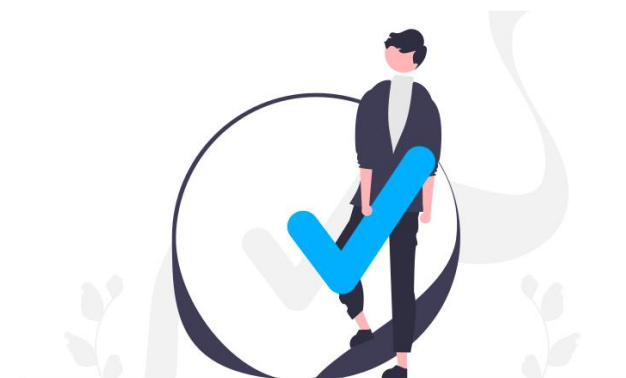


Pour conclure : validité des critères RSE

Un critère est tout à fait légal dès lors qu'il a un **rapport « direct et précis »** avec l'objet du marché

Chaque critère de notation doit être **définissable, atteignable, identifiable et mesurable.**

Cela **exclut** par définition la totalité des critères **RSE génériques** comme la présentation de la démarche RSE de l'entreprise.





RSE & ENTREPRISES

Process de réponse à un critère RSE

Comprendre les critères

Identifier leurs pertinences
vis-à-vis de la prestation

Identifier nos actions
pertinentes à développer vis-
à-vis du marché

Finaliser le plan type de la
réponse

Développer les actions,
chiffrer..

S'engager dans une dynamique d'amélioration continue

PLAN : **Cohérence & transversalité de l'engagement** => établir les objectifs et les processus nécessaires, se fixer un programme et un calendrier d'actions en fonction de ses objectifs,

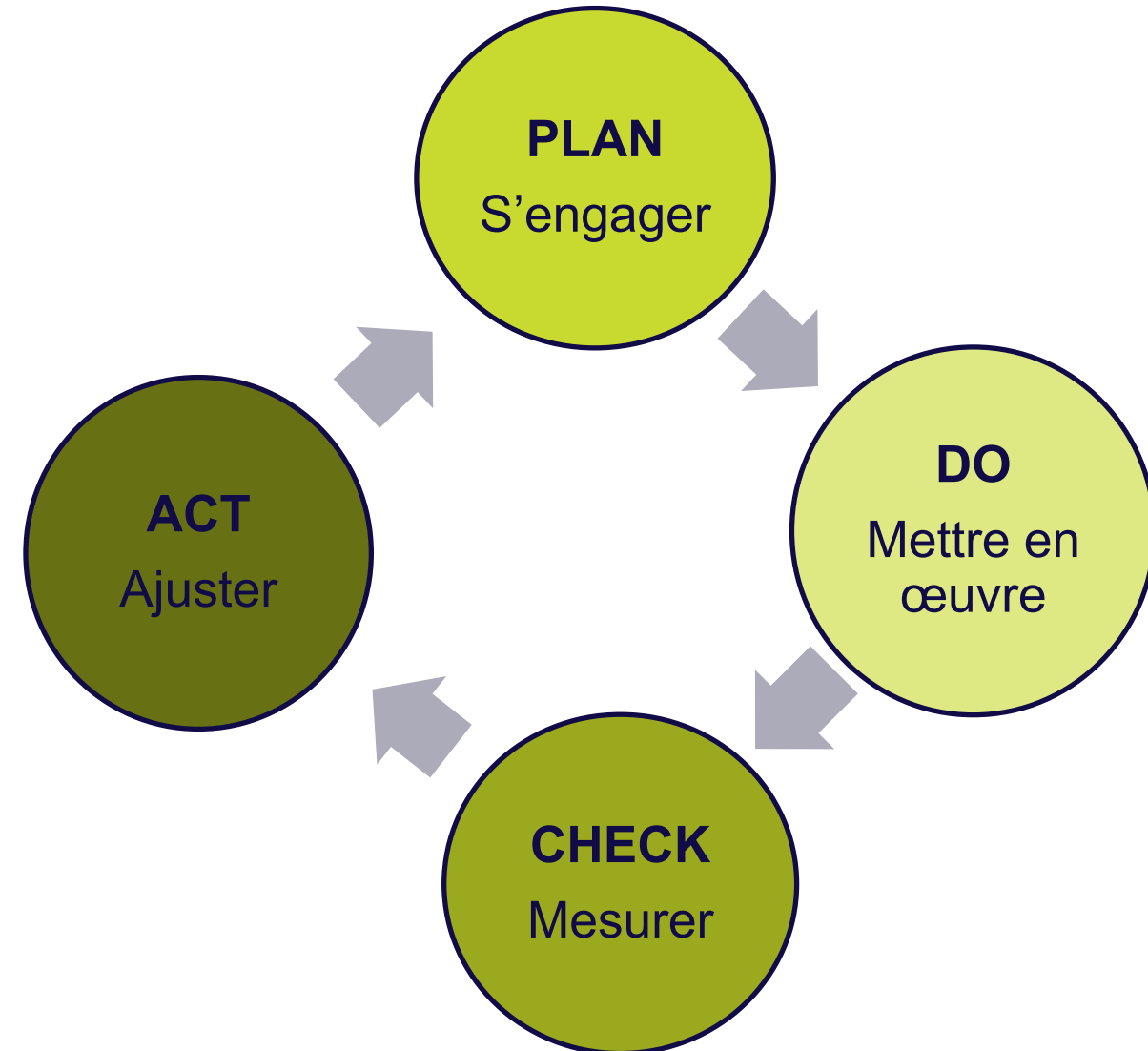
• DO : **Mise en œuvre systématique dans son organisation et ses activités** => se donner les moyens financiers, techniques, humains, pour mettre en œuvre ces processus et les actions,

• CHECK : **Mesure de l'efficacité** => surveiller et mesurer les processus, les produits ou les services, analyser la situation et les écarts par rapport à la situation souhaitée,

• ACT : **Axes de progrès (et benchmark)** => entreprendre les actions correctives pour diminuer les écarts et améliorer en permanence le système.

Réussite de la mise en œuvre via 5 moyens à réunir : **et identifie cinq éléments déterminants pour assurer le succès d'une démarche de développement durable :**

- Une stratégie d'amélioration continue
- La participation des acteurs
- L'organisation du pilotage
- La transversalité des approches
- L'évaluation partagée



Quelles sont les preuves et comment les apporter aux acheteurs ?

➤ Faire valoir vos pratiques avec des preuves tangibles

- Indicateurs
- Partenariats
- Formation du personnel
- Politique de déplacement
- Gestion des déchets

Normes certifications et labels

Le label est un outil indépendant pour prouver votre engagement.

Il est obtenu lorsque vous respectez l'ensemble des critères demandés.

Il prend alors la forme d'un petit visuel apposable sur vos produits et éléments de communication. Le problème ? Cette accréditation n'est pas encadrée par la loi.

Elle peut être délivrée par un organisme privé comme une association.



Image issue du site de l'Afnor.

Nom du label	Indépendance	Suivi	Date de création
Label LUCIE	Oui	Après 18 mois	2007
Label Engagé RSE	Oui	Après 18 mois. Valable 3 ans.	2007
Label BCorp	Audit par BCorp	Valable 3 ans. Contrôles aléatoires.	2006
Label PME+	Oui (audit par Ecocert environnement)	Audit annuel	2014
Notation Ecovadis	Questionnaire et justificatifs évalués par un expert Ecovadis	Valable 1 an	2007
Positive Workplace	Questionnaires réalisés par l'entreprise, analysés par Positive Workplace	Valable 3 ans	2020
Label Numérique		Valable 2 à 3 ans selon le	

Critères environnementaux — Ex : Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)

PLAN :

- Objectif fixé : limiter l'empreinte carbone liée à nos prestations intellectuelles.
- Politique environnementale interne visant à réduire les déplacements physiques, optimiser les outils numériques et favoriser des partenaires engagés.

DO :

- Mise en place de pratiques de télétravail et de réunions en visioconférence par défaut.
- Priorisation de déplacements en train plutôt qu'en avion pour les missions nécessitant une présence.
- Usage de plateformes numériques écoresponsables (ex : stockage Cloud neutre en carbone, hébergement "green IT").
- Sensibilisation interne annuelle aux écogestes numériques (réduction des mails inutiles, éco-conception des livrables).

CHECK :

- Suivi semestriel du nombre de déplacements physiques évités et des km économisés.
- Suivi annuel de la consommation de ressources numériques (serveurs, impression papier).

ACT :

- Ajustement des politiques de mobilité selon les bilans (ex : mise en place d'une flotte d'ordinateurs portables plus économes si besoin).
- Renforcement des pratiques vertes (ex : engagement sur la compensation carbone des déplacements résiduels).

Critères sociaux — Ex : Démarche sociétale

PLAN :

- Objectif fixé : intégrer une démarche sociétale proportionnée à l'exécution de nos prestations intellectuelles.
- Politique sociale interne visant à favoriser l'insertion professionnelle, l'inclusion, la diversité et les achats responsables dans nos activités de bureau d'études.

DO :

- Mobilisation, lorsque pertinent, d'un alternant, stagiaire longue durée ou jeune diplômé sur les missions confiées.
- Recours à des partenaires du secteur adapté/protégé (ESAT, EA, TIH) pour certaines prestations supports compatibles avec nos activités (reprographie, archivage, numérisation, gestion documentaire, support administratif).
- Priorisation de fournisseurs et partenaires engagés dans une démarche ESS, inclusion ou responsabilité sociétale.
- Sensibilisation annuelle des équipes aux enjeux diversité, inclusion, égalité professionnelle et achats responsables.

CHECK :

- Suivi annuel du nombre d'actions d'insertion, alternances, stages ou recrutements accompagnés mobilisés dans l'activité.
- Suivi du volume d'achats réalisés auprès du secteur adapté/protégé, ESS ou fournisseurs responsables.
- Évaluation périodique des pratiques RH internes : formation, égalité professionnelle, inclusion, qualité de vie au travail.

ACT :

- Ajustement des pratiques sociales selon les retours d'expérience et indicateurs suivis.
- Renforcement progressif du recours aux partenariats inclusifs (ESAT, EA, ESS) lorsque la nature des prestations le permet.
- Développement de nouvelles actions favorisant l'intégration professionnelle, la montée en compétences et la diversité dans les équipes projet.

ODIANA

**Renforcez votre
performance dans les
marchés publics**



LE

CONSTAT

Les enjeux d'une décision éclairée

Répondre à un marché public est un processus **chronophage et risqué**. Chaque appel d'offres mobilise vos équipes pendant des heures, sans garantie de résultat.



Des heures de lecture

RC, CCAP, CCTP, annexes... Plusieurs personnes mobilisées pour tout décrypter.



Des risques cachés

Obligations enfouies, critères implicites, risques de rejet difficiles à anticiper.



Des décisions à l'aveugle

Aucune visibilité sur la concurrence, les délais de paiement ou l'impact réel du prix.



Un coût d'erreur élevé

Temps perdu, irrégularités, surcoûts à l'exécution : chaque mauvaise analyse coûte cher.

Le concept clé : vos POS renforcés



P — Professionnaliser

Décisions structurées et analyse experte du DCE.



O — Optimiser

-80% de temps d'analyse, décision divisée par 2.

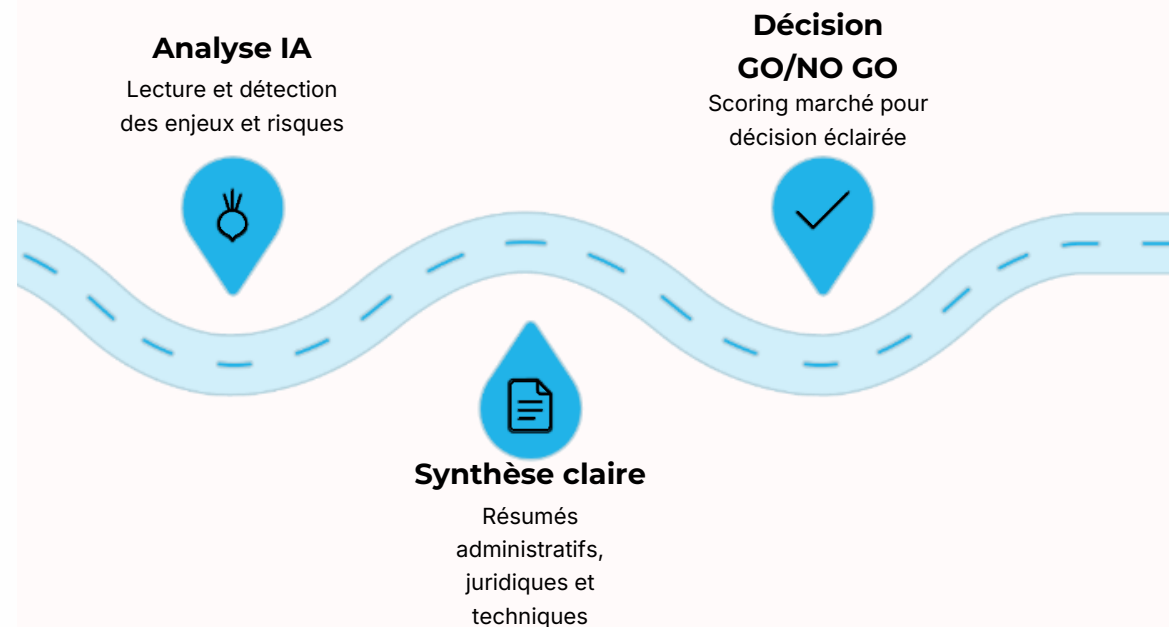


S — Sécuriser

-70% de risque de rejet, détection des erreurs critiques.

LA SOLUTION

Odiana transforme l'analyse du DCE en aide à la décision



En quelques minutes, Odiana lit, analyse et synthétise l'intégralité de votre dossier de consultation pour vous fournir une vision claire et actionnable.

Une solution 100 % souveraine et conforme

Odiana garantit la confidentialité, l'indépendance juridique et la sécurité totale de vos données. Aucune loi extraterritoriale ne s'applique.



Conception française

Développée et administrée par une entreprise soumise au droit français.



Sécurité & RGPD

Chiffrement, authentification forte et conformité réglementaire totale.



Hébergement local

Datacenters certifiés en France. Vos données ne quittent jamais le territoire.



Indépendance juridique

Aucune soumission au Cloud Act. Tous les prestataires relèvent du droit français.

NOS PARTENAIRES

Un écosystème de confiance

Odiana s'appuie sur un réseau de partenaires reconnus pour vous offrir une solution fiable, performante et pérenne.



LA POSTE
SOLUTIONS
BUSINESS



DARWIN
CONCEPT



Société d'avocats
**Dugoujon
& Associés**



Les chiffres clés

-80%

Temps d'analyse

Réduction du temps d'analyse
d'un DCE

÷2

Décision

Temps de décision divisé par
deux

-70%

Risque d'erreur

Réduction du risque de rejet et
d'erreur

99%

Décisions GO / NO GO

Pertinence des décisions
stratégiques

Performance & qualité : aller plus loin

+25%

Mémoires techniques

Pertinence accrue des mémoires techniques

+20%

Stratégie prix

Performance améliorée sur la stratégie de
prix

+150

Points d'analyse

Points d'analyse supplémentaires par DCE



Impacts business



Réponses plus efficaces

Des dossiers mieux construits, plus pertinents et plus compétitifs.



Plus d'opportunités

Identifiez et saisissez davantage d'appels d'offres adaptés à votre profil.



Moins de risques et de rejets

Détection des erreurs critiques avant soumission pour sécuriser chaque réponse.



Plus de marchés gagnés

Une performance globale renforcée pour remporter davantage de contrats publics.

Formule adaptée à vos besoins

Essentiel

49€ par mois

588€ / an

- ✓ 20 Analyses IA
- ✓ 1 Go Coffre-fort numérique
- ✓ 1 Utilisateur
- ✓ Lexique Interactif
- ✓ Délais paiement
- ✗ Simulation prix
- ✗ Base juridique
- ✗ Avis d'attribution

Commencer

Pro

160€ par mois

1920€ / an

- ✓ 50 Analyses IA
- ✓ 5 Go Coffre-fort numérique
- ✓ 3 Utilisateurs
- ✓ Lexique Interactif
- ✓ Délais paiement
- ✓ Simulation prix
- ✓ Base juridique
- ✗ Avis d'attribution

Commencer

Populaire

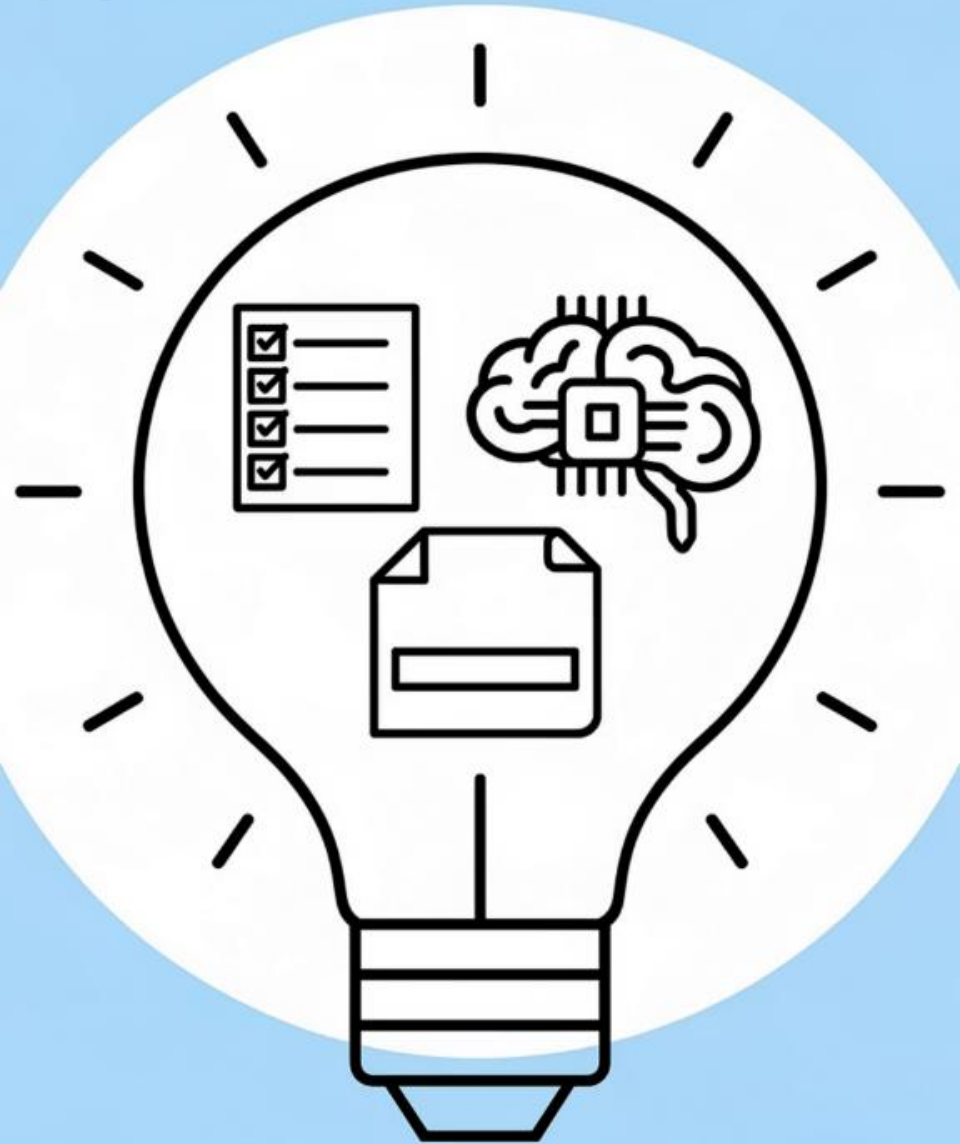
Elite

280€ par mois

3360€ / an

- ✓ 100 Analyses IA
- ✓ 10 Go Coffre-fort numérique
- ✓ 10 Utilisateurs
- ✓ Lexique Interactif
- ✓ Délais paiement
- ✓ Simulation prix
- ✓ Base juridique
- ✓ Avis d'attribution

Commencer



Questions et temps d'échanges

Passez à l'action



odiaDom
Martinique • Guadeloupe • Guyane
Innovations pour réussir vos marchés publics

Afterwork

Démonstration d'ODIANA, l'IA des marchés publics

Animée par **Pascal POLENIOR**
Experte Marchés publics
Fondatrice et Associée d'ODIADOM

odia L'IA des marchés publics

23/07 • 18h à 20h | **Village by CA**
58 rue Ernest Deproge, Fort-de-France

Je m'inscris maintenant | *Gratuit*



Formations

Inscription



 **Échange personnalisé de 15 min**

Un rendez-vous pour analyser votre situation et identifier vos quick wins prioritaires.

Créneau



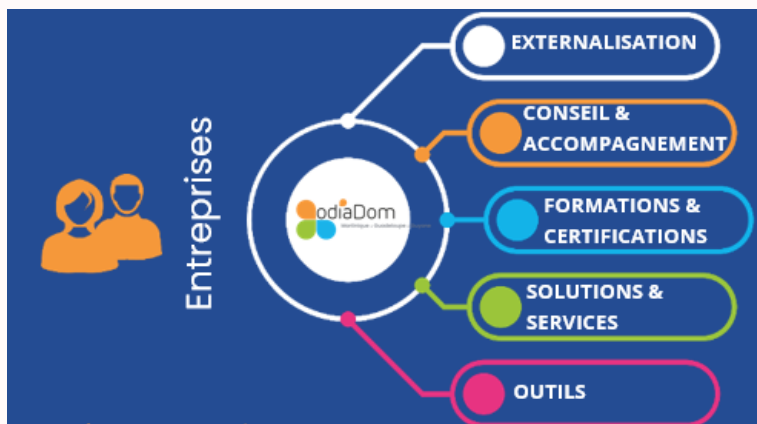
Découvrez ODIANA

L'IA des marchés publics — en live

Démo



Gardons le contact



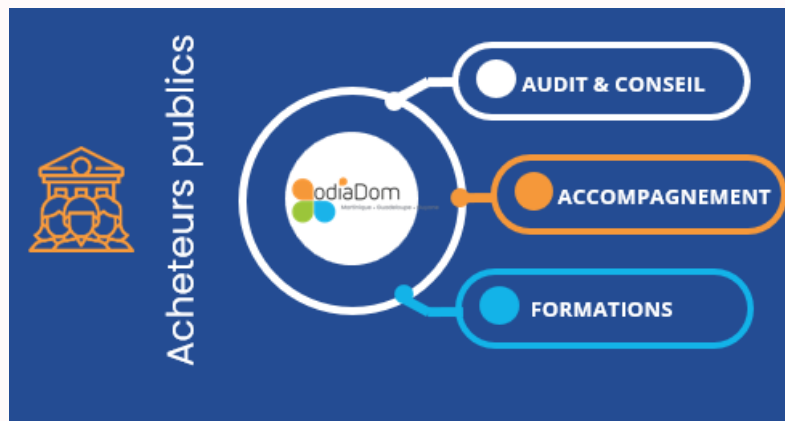
Côté Entreprises

- 26 Formations
- 2 Certifications
- Externalisation de dossier de réponses
- Conseil & Accompagnement : Structuration de veille, Mémoire technique type, coaching de réponse,...
- Outils : Odialine, Odiastat, Odiana ...

En savoir plus

Formations ➡

Conseils & Accompagnement ➡



Côté Acheteurs

- Formations
 - 15 formations sur la performance achat
- AMO
 - Gestion des consultations
 - Gestion des contrats
 - Amélioration des processus
 - RSE & Clauses sociales
 - Optimisation des marchés

En savoir plus

AMO ➡

Formations ➡



Mobile : 06 96 69 10 05

Email : contact@odiadom.fr

Web : odiadom.fr

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux



A vos scans !